

SALISBURY (*Lord Robert-Arthur-Talbot-Gascoyne-Cecil*, 3^e marquis de), Homme politique anglais (Hatfield, 3.2.1830 — Hatfield, 22.8.1903). Fils de James, 2^e marquis de Salisbury, et de Frances-Mary Gascoyne; époux de la fille de Sir Edward Hall-Alderson.

Après ses études au Collège d'Eton et des cours universitaires suivis à Oxford dont il sortit diplômé en droit en juillet 1857, la santé compromise, il se mit à voyager et parcourut en deux ans la Colonie du Cap, l'Australie, la Tasmanie et la Nouvelle-Zélande. A son retour en Angleterre, une vie politique qui répondait à son besoin inné d'activité, l'absorba tout entier. Il entra d'abord au Parlement comme représentant d'un canton du Lincolnshire. Puis, ayant épousé une jeune fille très intelligente mais sans grande fortune personnelle, il décida de suppléer à l'insuffisance de ses ressources en entrant à la rédaction d'un journal, le *Saturday Review*, fondé récemment par son beau-frère, Alexandre Beresford Hope, et y collaborant par une série d'articles écrits d'une plume clairvoyante à la fois et vigoureuse.

A la chute du cabinet Russell en 1860, il occupa la place de secrétaire d'état pour les Indes dans le cabinet Gladstone.

En 1880, il succédait à Lord Beaconsfield comme leader du parti conservateur à la Chambre des Lords.

Au mois de juin 1885, qui vit l'éclipse de Gladstone provoquée par son attitude dans la question soudanaise, Lord Salisbury lui succéda comme ministre des Affaires étrangères. C'était l'époque de l'expansion en l'Afrique des puissances coloniales de l'Europe. Salisbury rêvait d'étendre l'autorité de l'Angleterre sur le Haut-Nil. Aussi est-ce avec lui que Léopold II, intéressé lui aussi à cette question, échangea une série de notes et de conversations, surtout au moment où la mission française du duc d'Uzès reçut l'ordre de son gouvernement de marcher vers le Nil par la voie de l'Ubangi et du Bomu, pour y devancer les Belges. Lord Salisbury, au nom de l'Angleterre, reprochait au roi Léopold de viser à occuper les territoires britanniques de la rive gauche du Nil (expédition Van Kerckhoven) et lui signifia d'avoir à les évacuer, ces territoires étant réservés à l'Angleterre en vertu de la convention anglo-

allemande du 1^{er} juillet 1890. « Lord Salisbury, » écrivait le Roi à Legrelle, son ambassadeur » à Paris, me croit d'accord avec la France » pour occuper ces postes. Or (disait le Roi), la » vérité c'est que les Français ont ordre d'aller » occuper eux-mêmes ces postes », et le Roi de conclure : « Une bonne entente entre l'Angle- » terre et l'É. I. C. est seule capable d'arrêter » les Français ». La communication du Roi à l'ambassadeur britannique à Paris par le truchement de de Grelle eut pour résultat un accord avec l'Angleterre tendant à couper la route aux Français (convention anglo-congolaise du 12 mai 1894), en accordant à bail à Léopold II les territoires de la rive gauche du Nil (enclave de Lado).

La diplomatie adroite du Roi avait d'ailleurs gagné à sa cause le ministre britannique; Salisbury se montra souvent d'accord avec Léopold II sur plus d'un point du programme de colonisation dont les Belges poursuivaient l'exécution au Congo. C'est ainsi, par exemple, qu'il approuva le geste du Roi qui provoqua la réunion à Bruxelles en 1890 d'une conférence antiesclavagiste. Cette même année, à un banquet donné au Guildhall, à Londres, l'homme d'état britannique prononçait un discours dans lequel il se félicitait des résultats de cette conférence et de ses visées humanitaires. « L'abolition de la traite, disait-il, devra être considérée » comme une des œuvres les plus honorables de » la fin du siècle. Il faut qu'une union complète et » une déférence mutuelle absolue des puissances » assurent le succès de l'entreprise ». Et il souhaitait que la Hollande qui était encore réticente, suivit l'exemple de la France, de l'Allemagne et de l'Italie qui, elles, avaient marqué leur accord de principe au Roi.

Les événements qui en Angleterre, amenèrent la guerre des Boers, furent les derniers qu'eût à contrôler le ministère de Lord Salisbury. Il abandonna le *Foreign Office* en novembre 1900 et ses fonctions de premier ministre en juillet 1902.

Il avait perdu sa femme en novembre 1899 et il mourut quatre ans plus tard.

15 janvier 1954.
M. Coosemans.

Mouv. géog., 1890, p. 109c. — G. C. Cecil, *Vie de Robert, marquis de Salisbury*, Londres, 1921. — P. L. Lotar, *Grande Chronique de l'Ubangi*, Mém. de l'I. R. C. B., 1937, p. 88. — *Encyclopédie britannique*, t. 19, p. 882.